

ALLEMAGNE

LES GAUCHES PROGRESSENT, MAIS...

Avec qui gouvernera le parti social-démocrate allemand en Mecklembourg-Poméranie antérieure, après les élections du 4 septembre ? Les partis de la majorité au pouvoir à l'échelle nationale, CDU de la chancelière Angela Merkel et FDP du ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, perdent respectivement 5,5 et 6,9 points. Le parti d'extrême droite conserve des sièges mais perd 6 %.

La gauche progresse. Die Linke obtient 18,4 %, le SPD 35,7 % et les Verts 8,4 %, qui ont ainsi, pour la première fois de leur histoire, des sièges dans les 16 parlements régionaux. Le SPD n'a toujours pas fait savoir s'il choisira une alliance avec ces deux partis, ou les Verts seulement... voire la CDU, discréditée pour sa gestion économique et sociale.

TUNISIE

CONSTITUANTE : LES DÉMOCRATES FACE À LA POUSSÉE ISLAMISTE

Les premières élections libres, prévues le 23 octobre, ont été lancées avec le dépôt des listes entre le 1^{er} et le 7 septembre. 55 % du corps électoral tunisien est déjà inscrit. Les principaux partis sont sur les rangs, parmi eux, Ennahda (islamiste) fait figure de favori. Mais la coalition construite autour du parti de gauche Ettajdid pourrait faire alliance avec le Parti démocrate progressiste. Si les membres du parti de Ben Ali (RCD) sont exclus des listes, beaucoup sont présents sur les listes de nouveaux mouvements : 104 partis sont aujourd'hui enregistrés dans le pays.

CHILI

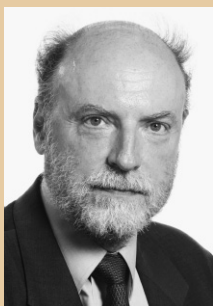
LES ÉTUDIANTS MARQUENT DES POINTS

Les trois mois de mobilisation pour une réforme de l'enseignement supérieur ont payé : le président Sebastian Pinera a ouvert des négociations entre le gouvernement et les syndicats étudiants (soutenus par les syndicats ouvriers), exaspérés par un système ultralibéral hérité de Pinochet où toutes les universités sont payantes. Mais le très droitier gouvernement, qui a déjà annoncé qu'il n'aurait pas de marges à négocier, devra répondre à une contestation qui ne faiblira pas.

ÉTATS-UNIS

CRISE DES SUBPRIMES : LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POURSUIVIE AUX USA POUR AVOIR MENTI...

Le gouvernement montre les dents : l'agence fédérale de financement de l'immobilier a déposé plainte contre 17 banques pour leur rôle dans la crise des subprimes, dont la Société générale. On leur reproche d'avoir « menti » en vendant des « titres pourris » à Fannie Mae et Freddie Mac. Les deux établissements, au bord de la faillite, avaient été sauvés par l'argent public en 2008. Alors que les Américains subissent toujours les conséquences de cette crise devenue mondiale, Barack Obama devait annoncer ses propositions le 8 septembre pour relancer l'emploi. En août, le chômage est resté à 9,1 %.



Palestine à l'ONU : l'Europe au pied du mur

PAR FRANCIS WURTZ (1)

C'est, on le sait, le 20 septembre prochain que l'Assemblée générale des Nations unies se prononcera – vraisemblablement à une écrasante majorité – pour la reconnaissance de l'État palestinien sur la base des frontières de 1967, puis que le Conseil de sécurité aura à statuer sur l'admission du nouveau membre de l'ONU. À ce jour, la position de la France reste très ambiguë. Certes, on voit mal Nicolas Sarkozy, tout occupé à se refaire une virginité « euméditerranéenne », emboîter le pas aux États-Unis en opposant son veto à une demande de simple respect du droit international. On est moins assuré, en revanche, de sa

détermination à user de son influence auprès de ses partenaires européens – à commencer par sa plus proche alliée, la chancelière allemande – pour obtenir un soutien uni et inconditionnel des 27 à la requête palestinienne.

Passablement déréglée en matière économique et sociale, de plus en plus délégitimée sur le plan de la démocratie et de la souveraineté populaire, l'Union européenne est à présent au pied du mur en ce qui concerne sa politique internationale,

en particulier dans le contexte du « printemps arabe ». Va-t-elle une fois de plus se laisser influencer par les pressions proprement hallucinantes du pouvoir israélien, selon lequel l'initiative des Palestiniens « constitue, dicit Netanyahu, une violation des engagements pris » ?

« Violation des engagements » ? Le premier ministre israélien parle de corde dans la maison d'un pendu ! Il n'y a pas un gouvernement au monde à avoir violé autant que le sien ou celui de ses prédécesseurs aussi bien les obligations internationales que leurs propres promesses faites aux Palestiniens, aux Américains, au « quartet », etc. Je rappelle notamment que la résolution 242 du Conseil de sécurité (22 novembre 1967) soulignait déjà « l'inadmissibilité de l'acquisition de terri-

toires par la guerre » et demandait « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit » ; que la Cour internationale de justice a exigé le 9 juillet 2004 le démantèlement du « mur qu'Israël, puissance occupante, est en train de construire dans le territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est (car son) édification et le régime qui lui est associé sont contraires au droit international » ; que la 4^e convention de Genève proscrit la colonisation, qui pourtant ne cesse de s'étendre, tant en Cisjordanie qu'à Jérusalem-Est, elle-même « annexée » en toute illégalité.



L'Assemblée générale des Nations unies devrait se prononcer pour que la Palestine ait son fauteuil à l'ONU en tant qu'État. Si les pays européens venaient à emboîter le pas d'Obama pour y mettre leur veto...

Si donc l'Union européenne veut se présenter comme « une communauté de droit », sa position se doit d'être univoque dans la reconnaissance de l'État palestinien que l'occupant s'acharne à rendre impossible à établir. Dore Gold, ancien ambassadeur d'Israël à l'ONU, met l'Union européenne en garde contre les problèmes pouvant survenir « lorsque de nouveaux États sont... trop vite reconnus » (!) et rappelle, telle une menace, que dans les territoires palestiniens se trouvent... « des installations militaires israéliennes et des localités juives ». Ce genre de discours insupportable de morgue coloniale devrait lever les dernières hésitations devant un vote européen unanime, le 20 septembre, pour la reconnaissance de l'État palestinien. ★

(1) Député honoraire du Parlement européen.